

Temps fort

Des Suisses dans une Inde où tout est à construire

COMMERCE Une délégation de PME vaudoises vient de séjourner dans la plus grande démocratie du monde, en pleine ébullition économique. L'occasion de poser les premiers jalons pour «connecter deux écosystèmes» aux antipodes l'un de l'autre

ALINE BASSIN, MUMBAI

En plein cœur de Mumbai, au sommet de l'AM Naik Tower, un membre de l'équipe chargée de la stratégie d'entreprise du groupe indien L & T décrit comment les «constructeurs de la nation» sont en train de métamorphoser le paysage. Ce géant du bâtiment et des infrastructures a posé sa marque sur le nouvel aéroport international de Mumbai, le stade de cricket Narendra Modi à Ahmedabad, le premier corridor ferroviaire à grande vitesse du pays ou encore la statue de l'unité de Delhi.

A l'image de l'Inde, de ses 28 régions et de son 1,4 milliard d'habitants, la liste des réalisations de ce conglomérat fondé en 1938 par deux ingénieurs danois semble sans limites, comportant encore d'innombrables complexes résidentiels et autres projets d'infrastructures destinés à assouvir la soif de croissance d'un pays dont les besoins sont colossaux. Le trajet qui a mené une délégation économique vaudoise jusqu'au site de la multinationale en a attesté. Les bouchons, vérit-

table fléau des mégapoles indiennes, lui ont laissé le temps d'observer les habitations délabrées et les petites décharges à ciel ouvert, entremêlées avec des constructions plus modernes qui redessinent la ligne d'horizon de la capitale économique et financière du pays.

REPORTAGE

Un chantier dans la capitale économique indienne. (MUMBAI, 7 JANVIER 2025/DIVYAKANT SOLANKI/EPA)

Fondateur et directeur de la société Revizto, Arman Gukasyan fait partie de la quinzaine d'entrepreneurs présents. Il ne perd pas un mot des explications du cadre de L & T, prenant la mesure du gigantesque terrain de jeu que la plus grande démocratie du monde pourrait représenter pour sa société de 250 employés (dont 10% en Suisse) basée dans la

région lausannoise. Déjà active dans le monde entier, celle-ci fournit une plateforme collaborative qui identifie les erreurs avant la construction afin de réduire les coûts des projets et de tenir leurs délais. Utilisée sous licence aux Etats-Unis, en Europe, au Moyen-Orient ou en Australie, sa solution n'est pour l'heure pas commercialisée dans une Inde

que la nouvelle donne géopolitique et le potentiel de croissance ont propulsée au cœur de toutes les convoitises. Les investissements sur le seul marché des infrastructures sont projetés à 1400 milliards de dollars pour 2030. Ils doivent accompagner l'essor d'un pays qui espère dépasser l'Allemagne pour devenir la troisième puissance économique mondiale d'ici à 2047, une année qui marquera le 100e anniversaire de son indépendance.

Déficit d'emplois et de confiance

Pour réaliser ses ambitions, le pays a désespérément besoin d'attirer des capitaux étrangers. Une nécessité qui permet de mieux comprendre l'ouverture progres-

«L'emploi est le problème central dans le pays»

RESSOURCES Courtisée par l'Union européenne, la Suisse ou encore le Royaume-Uni, l'Inde se trouve à un point charnière de son développement économique. Avec un enjeu crucial, rappelle l'économiste Catherine Bros: créer des emplois en grande quantité

Cultivant son rôle de puissance non alignée, l'Inde suscite bien des convoitises économiques dans un contexte géopolitique qui lui est favorable. Sa croissance est attendue à environ 7% cette année mais elle crée beaucoup trop peu d'emplois pour réussir à extraire de la pauvreté une large frange de sa population qui veut voir ses conditions de vie s'améliorer. Spécialiste de l'Inde, notamment de ses politiques industrielles, l'économiste française Catherine Bros décrypte un enjeu capital pour l'avenir du sous-continent asiatique.

INTERVIEW

Ces dernières années, l'Inde a connu une «croissance sans emplois». Pour quelles raisons? L'Inde est un exemple typique de désindustrialisation précoce. Son secteur manufacturier ne s'est pas développé en raison du protectionnisme qui a prévalu jusqu'au

grand chambardement des années 1990 dû à la libéralisation forcée par le FMI (Fonds monétaire international). Du jour au lendemain, les entreprises indiennes se sont retrouvées exposées à la concurrence internationale, ce à quoi elles n'étaient pas du tout préparées. Elles avaient été très protégées, étaient de petite taille – ce qui signifie qu'elles n'avaient pas la possibilité de réaliser des économies d'échelle – et présentaient un retard technologique. En conséquence, l'Inde s'est désindustrialisée et transformée en une économie duale dominée par l'agriculture et les services.

Le dirigeant Narendra Modi fait de l'industrialisation du pays une priorité. Pourquoi? Les services [services dits «échangeables», qui peuvent être consommés à distance de leur lieu de production, par exemple dans l'informatique, ndlr] ont beaucoup tiré la croissance de l'Inde. Mais il s'agit d'un secteur qui est très productif: il a besoin de main-d'œuvre très qualifiée mais pas en grand nombre. Il crée donc moins d'emplois que l'industrie qui est un débouché naturel de l'agriculture. Entre ces deux types d'activités, un transfert peut se faire sur une courte période tandis que pour que des enfants d'agriculteurs deviennent ingénieurs, cela va prendre beaucoup plus de temps.



«L'Inde arrive en fin de transition démographique»

Et du temps, le pays n'en a pas? L'Inde arrive en fin de transition démographique. Or, elle a beaucoup rêvé de ce qu'on appelle le dividende démographique. Il s'agit d'une phase où les actifs sont plus nombreux que les

non-actifs. L'épargne peut donc être libérée et servir à financer la croissance de la consommation. Mais si vous n'arrivez pas à créer ce moment parce qu'il n'y a pas assez de travail, la situation vire au cauchemar. C'est pour cela que l'emploi est un problème central en Inde. Il explique probablement en grande partie les résultats électoraux moins bons qu'escompté de la part du parti de Narendra Modi l'an dernier.

Le dirigeant indien avait pourtant fait de l'industrie une priorité dès 2014 avec son programme «Make in India». Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné? Il y a eu, tout d'abord, des problèmes d'infrastructures et d'approvisionnement en énergie. Puis, autre point noir: la bureaucratie indienne. Le pays a fait de gros progrès pour améliorer le climat des affaires mais beaucoup d'investisseurs réfléchissent encore à deux fois avant de se lancer. Et ensuite, le pays n'est pas intégré dans les chaînes de valeur mondiales. Il lui est donc difficile de conserver ou de développer des avantages comparatifs car il n'a pas accès aux dernières technologies. C'est par exemple pour cela qu'il a perdu son leadership dans le textile. Mais au-delà de ces aspects, l'Inde a une espèce de rapport

contrarié avec le commerce international car elle entretient une ambiguïté entre ouverture et protectionnisme. Elle évolue en permanence sur cette ligne de crête.

Cela peut-il changer à la faveur du contexte international actuel qui entraîne davantage de méfiance envers la Chine et les Etats-Unis? La question revient à se demander si l'Inde peut devenir une nouvelle Chine. Ma réponse est non. Parce que la situation est très différente. Le pays dépend beaucoup de la Chine pour ses intrants, par exemple dans la pharma. S'il veut développer son industrie, il a théoriquement deux possibilités: subventionner à outrance, ce qui – on le voit – ne marche pas, ou miser sur les services échangeables où il a un avantage comparatif en espérant que ceux-ci amènent une industrialisation par la suite. Mais les autorités sont toujours entre la chevre et le chou sur ce point. Ils font beaucoup de bruit sur le développement de l'industrie lorsqu'il y a une nouvelle usine d'assemblage d'iPhone mais si on regarde le détail, on voit que les flux d'investissements étrangers se dirigent là où le pays est compétitif, c'est-à-dire dans les services. — PROPOS RECUEILLIS PAR A. B.



sive de cet Etat qui a affiché ces dix dernières années une croissance annuelle comprise entre 6 et 7%. Cette progression a toutefois été caractérisée par une création d'emplois bien trop faible – notamment dans le secteur manufacturier – pour absorber une main-d'œuvre abondante et jeune, la moyenne d'âge de la population étant de 28 ans. Au pouvoir depuis 2014, le leader du parti nationaliste BJP, Narendra Modi, n'a pas réussi à transformer en succès son concept «Make in India» pour extraire davantage de personnes de la pauvreté.

Ce déficit d'emplois explique en grande partie pourquoi, après seize années de négociations, l'Inde a signé en mars 2024 un accord de libre-échange avec les quatre pays de l'AEEE qui se sont engagés à investir 100 milliards de dollars durant les quinze années à venir. Avec ses Novartis, Roche, Nestlé et autres, déjà présents dans le pays, c'est avant tout la Suisse qui devra mener le bal des investissements car l'Islande, le Liechtenstein et, dans une moindre mesure, la Norvège disposent de capacités financières plus modestes. Encore peu détaillée, cette clause a été le prix à payer pour que le gouvernement s'engage à déverrouiller progressivement l'accès au marché indien et à assurer un climat sûr pour les investisseurs.

Parmi les enjeux se trouve notamment la signature d'un nouvel accord bilatéral de protection des investissements (API). Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie, des négociations sont en

cours entre Berne et New Delhi et devraient être conclues l'année prochaine. De tels gestes sont cruciaux car beaucoup d'investisseurs étrangers font preuve de méfiance envers un pays réputé pour sa bureaucratie et son protectionnisme, même si des progrès ont été faits ces dernières années. Selon des chiffres du Ministère du commerce indien, la Suisse a investi 9,5 milliards de francs en Inde entre 2000 et 2024. Un montant qui montre à quel point il va falloir accélérer la cadence pour atteindre les objectifs fixés par les deux partenaires commerciaux.

Selon le Ministère indien du commerce, la Suisse a investi 9,5 milliards de francs en Inde entre 2000 et 2024

L'accord de libre-échange conclu chiffre à un million le nombre d'emplois que l'argent investi par les membres de l'AEEE pourrait à terme créer dans le pays. «Il s'agit vraiment de connecter les deux écosystèmes», a insisté Flamin Müller, directeur du Swiss Business Hub de Mumbai, lors du premier jour de la mission vaudoise conduite par la conseillère d'Etat Isabelle Moret.

Là où le futur s'écrit

Parmi les 3,28 millions de kilomètres carrés de territoire indien, le jeune ingénieur ne sait pas encore où ce site pourrait naître, «peut-être dans la région de Bangalore puisque dans l'Etat

A la fin du mois, un premier projet iconique lancé en 2019 pourrait devenir la vitrine du rapprochement des deux économies, avec l'inauguration attendue d'un nouvel aéroport international dans la région de Delhi, saturée. C'est l'aéroport de Zurich qui en a supervisé la réalisation, décrivant une concession de quarante ans pour son exploitation.

Un important vivier de talents informatiques

Une région que l'entrepreneur vaudois Romain Blaser, créateur de la solution logicielle Haidi, connaît bien puisqu'il travaille déjà régulièrement avec des partenaires locaux pour développer cet outil qui vise à aider les entreprises à optimiser la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement. Une expérience qui le pousse à vouloir étendre sa présence dans le pays, en créant un centre de compétences logistiques, raison pour laquelle il a pris part au voyage. «En Inde, 1,5 million d'ingénieurs informatiques qualifiés arrivent chaque année sur le marché», rappelle-t-il, soulignant la motivation de cette main-d'œuvre.

Directeur technologique de la société LD Switzerland basée dans le parc d'activités économiques Y Parc, à Yverdon-les-Bains, Julien Martinez effectue également des repérages pour une future implantation dans le sous-continent asiatique, dans un lieu encore à définir. Pour cette entreprise qui fabrique des équipements physiologiques de protection pour les pilotes d'avions civils, militaires et d'hélicoptères, principalement des casques et des masques à oxygène, ce marché est stratégique: «L'Inde mène une initiative très importante, notamment dans le domaine de la défense, cherchant une production locale pour assurer la souveraineté de son armée», explique-t-il. Si elle voit le jour, la structure serait aussi active dans la maintenance, une activité présentant «des exigences très élevées».

Là où le futur s'écrit

Parmi les 3,28 millions de kilomètres carrés de territoire indien, le jeune ingénieur ne sait pas encore où ce site pourrait naître, «peut-être dans la région de Bangalore puisque dans l'Etat

du Karnataka, il y a des entités qui travaillent déjà dans ce domaine et une base aérienne».

Des projets et des ambitions qui s'écrivent encore au conditionnel pour la plupart des entreprises qui ont fait le déplacement en Inde, plusieurs d'entre elles ayant également besoin d'investisseurs. «Le futur est en tout cas définitivement là», lâche à son voisin un Julien Martinez pensif, alors que l'avion de la délégation amorce son atterrissage à l'aéroport d'Hyderabad, dans la région de Telangana, dans le sud du pays. L'occasion pour les passagers d'observer le dense maillage d'une ville d'un peu moins de 7 millions d'habitants, en plein boom économique et immobilier.

Arman Gukasyan partira-t-il de son côté à la conquête de ce possible eldorado économique? A l'instar d'autres membres de la délégation, il va procéder à une savante pesée d'intérêts, aiguiller sa stratégie pour trouver le bon positionnement. Car si le marché est gigantesque, il est également très sensible au prix, un facteur que chaque entreprise doit avoir en tête dans son approche commerciale de l'Inde. Avec bien d'autres aspects telle la propriété intellectuelle, comme le cofondateur d'Aerospec peut en témoigner, lui dont la société a mis au point un procédé pour identifier et quantifier la pollution par aérosol. Très impressionnés par la technologie de la jeune pousse vaudoise, des ingénieurs de l'entreprise Resustainabilty le presseront de questions, cherchant à mieux comprendre comment sa start-up avait réussi une percée à leurs yeux hors de portée. Le jeune homme ne lâchera rien.

Des investissements comme monnaie d'échange pour déverrouiller un marché de 1,4 milliard de consommateurs, la haute technologie suisse face à un énorme réservoir de main-d'œuvre aux compétences parfois pointues, souvent médiocre selon les experts... Au bout du voyage, les paramètres de l'équation qui doit connecter les économies suisse et indienne se sont matérialisés de manière plus nette pour les 25 personnes qui ont découvert le pays de Gandhi. Une terre promise où tout reste à construire pour des entreprises helvétiques avides de nouveaux débouchés. ■



Une partie de la délégation vaudoise a visité l'entreprise Biocan. De gauche à droite: Bastien Bovy, Switzerland Global Enterprise, la conseillère d'Etat Isabelle Moret et Sébastien Nusslé, de la start-up Genknowme. (BANGALORE, 10 OCTOBRE 2025/DR)

Google investit massivement

TECHNOLOGIE Le plus grand site du groupe dédié à l'intelligence artificielle hors des Etats-Unis sera installé en Inde. Il va y injecter 15 milliards de dollars

LE TEMPS AVEC LES AGENCES

Google a annoncé mardi l'installation en Inde d'un centre de données et d'un site dédié à l'intelligence artificielle (IA), le plus grand hors des Etats-Unis, et a promis d'investir 15 milliards de dollars en cinq ans dans le pays le plus peuplé de la planète.

«C'est le plus grand [site] que nous allons construire hors des Etats-Unis», a annoncé devant la presse à New Delhi le PDG de Google Cloud, Thomas Kurian. «Cela représente un investissement en capital d'un montant de 15 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années», a-t-il détaillé.

D'une capacité de «l'ordre de plusieurs gigawatts», le centre de données et de recherche du géant américain sera construit à Visakhapatnam, dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, au sud du sous-continent, un Etat proche de Bangalore, la capitale technologique du pays.

«Cette infrastructure confirme les ambitions et les projets de l'Inde en matière d'IA», s'est pour sa part réjoui le ministre indien des Technologies de l'information, Ashwini Vaishnav.

MAIS ENCORE

LG Electronics lève des fonds

La filiale indienne de LG Electronics a levé 1,3 milliard de dollars (1 milliard en francs) lors de son introduction en bourse à Mumbai mardi, la troisième plus importante du pays cette année, les investisseurs misant sur une consommation en plein essor. Le titre de la filiale indienne du fabricant sud-coréen d'appareils électroménagers est monté à environ 1710 roupies à l'ouverture au National Stock Exchange (ATS).

Un marché de 900 millions de connectés

Ces derniers mois, l'Inde a attiré plusieurs acteurs majeurs du secteur de l'IA, séduits par le plus grand marché de la planète en termes de population. Quelque 900 millions d'Indiens – sur un total de près de 1,5 milliard – utilisent régulièrement internet, à titre privé ou dans le cadre de leur profession, selon les dernières estimations du secteur.

La semaine dernière, la start-up américaine Anthropic a annoncé l'ouverture prochaine d'un bureau en Inde, révélant que le géant asiatique figurait déjà au deuxième rang des pays utilisateurs de son assistant conversationnel (chatbot) Claude. «L'Inde s'impose comme une évidence grâce à son énorme réservoir de talents sur le plan technique et à la volonté de son gouvernement de faire en sorte que l'IA bénéficie à toute la société», a alors souligné le PDG d'Anthropic, Dario Amodei.

«L'écosystème dynamique de la tech indienne et sa jeunesse sont à la pointe de l'innovation en matière d'IA», lui avait alors répondu sur son compte X le Premier ministre indien Narendra Modi.

Anthropic, Perplexity et Apple, entre autres

Un des principaux concurrents d'Anthropic, OpenAI, a aussi fait part de son intérêt pour le marché et envisage également d'y ouvrir une représentation d'ici à la fin de l'année. La firme Perplexity a signé un partenariat avec l'opérateur de télécommunications indien Airtel.

En outre, des entreprises telles qu'Apple cherchent à faire du pays d'Asie du Sud un élément clé de leurs opérations de fabrication mondiales, afin de se protéger des tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine. ■